

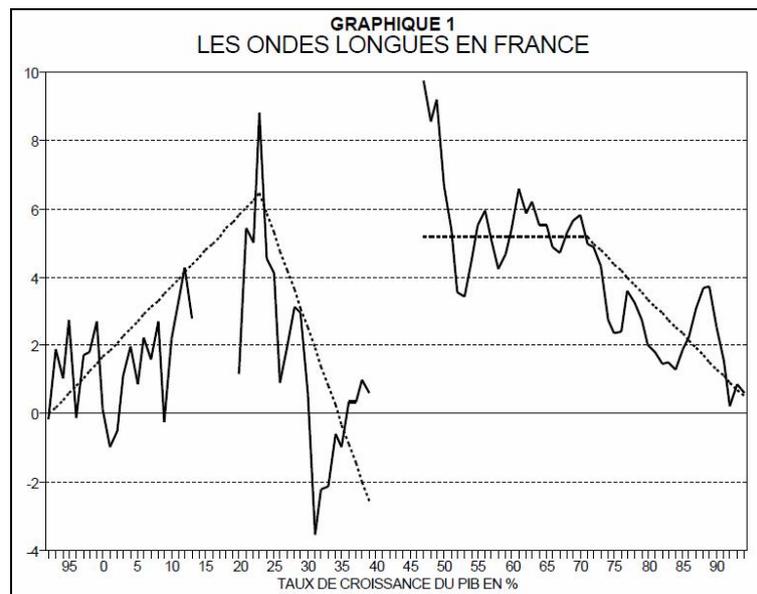
## Capital, fin de siècle

Michel Husson, *Critique communiste* n°143, automne 1995

« Ce que nous connaissons sous le nom de grande dépression, qui a débuté en 1873, s'est manifesté brutalement en 1880 et 1889 et s'est poursuivi jusqu'en 1895, doit être considéré comme la ligne de partage entre deux stades historiques distincts du capitalisme »<sup>1</sup>. La première des ondes longues du XXème siècle a donc commencé il y a tout juste cent ans. Cet article voudrait profiter de cette coïncidence pour proposer une rapide mise en perspective historique de la dynamique du capitalisme français et tirer de cette observation à l'échelle du siècle quelques éléments utiles à la compréhension de son évolution actuelle.

### Une périodisation

Le terme d'onde longue désigne un mouvement de long terme de l'économie capitaliste, dont la théorie a été systématisée en particulier par Ernest Mandel dans son ouvrage fameux de 1980<sup>2</sup>. Si cette théorie a suscité des débats nourris, la réalité empirique est facilement observable et peu contestée : le XXème siècle fait clairement apparaître deux ondes longues, encore appelées cycles Kondratieff. Grâce à Pierre Villa<sup>3</sup>, on dispose aujourd'hui d'une précieuse source de données permettant de proposer une représentation très lisible de cette succession de deux cycles longs séparés par la Seconde Guerre Mondiale (graphique 1).



Chacune de ces deux ondes longues se subdivise en deux phases que l'on baptise traditionnellement phase expansive (phase A) et phase récessive ou dépressive (phase B). On peut donc proposer le découpage suivant, assorti de dénominations approximatives pour rendre cette chronologie moins abstraite :

<sup>1</sup> Dobb M., [Studies in the Development of Capitalism](#), 1946 ; traduction française : *Etudes sur le développement du capitalisme*, Maspero, 1970.

<sup>2</sup> Mandel E., [Long Waves of Capitalist Development. A Marxist Interpretation](#), 1995.

<sup>3</sup> Villa P., [Un siècle de données macro-économiques](#), *Insee Résultats* n°303-304, avril 1994. Nous remercions Pierre Villa de nous avoir facilité l'accès à ces données.

Onde longue I			
Phase A	1896-1924		La Belle Epoque
Phase B	1925-1939		L'Entre-Deux-Guerres
Onde longue II			
Phase A	1949-1973		L'Age d'Or
Phase B	1974- ...		L'Austérité

Ce découpage soulève une première difficulté qui est la manière de « classer » la période 1919-1924, marquée par une très forte croissance (de 5,6 % par an). On considère généralement l'entre-deux-guerres comme une phase à part entière mais dans le cas français, en tout cas, ce cycle d'immédiat après-guerre se situe tout à fait dans le prolongement de l'expansion du début du siècle. Nous nous rangeons plutôt ici aux arguments de Jacques Mazier<sup>4</sup> qui y voit principalement une période de rattrapage lié à la reconversion de l'économie de guerre, tandis que Robert Boyer insiste plutôt sur les éléments de mise en place du taylorisme, tout en reconnaissant d'ailleurs que « l'interprétation en terme de rattrapage et celle en terme de blocage du schéma d'accumulation ne font que traduire deux aspects différents, et finalement contradictoires, d'une même réalité »<sup>5</sup>. Cette question n'est pas formelle, car elle signale la différence de statut des deux guerres mondiales : la première s'inscrit dans une phase expansive, alors que la seconde marque la fin d'une phase récessive. Rappelons au passage que la fin de la Grande Dépression de la fin du XIXème siècle n'a été accompagnée d'aucun conflit à l'échelle mondiale.

La Grande Crise des années 30 représente une rupture considérable amorcée déjà avec la récession de 1925. La période qui est ainsi ouverte ne sera refermée, d'une certaine manière que par le fascisme et la Seconde Guerre Mondiale. Celle-ci représente un changement absolument radical, parce qu'elle ouvre une période exceptionnelle que nous avons choisi, après d'autres<sup>6</sup> d'appeler l'Age d'Or. Les éléments de cette rupture sont bien résumés dans le tableau 1 qui donne l'évolution de la croissance et de l'emploi sur longue période.

Tableau 1  
Production, emploi, productivité

	ONDE LONGUE I		ONDE LONGUE II		LE SIECLE
	A	B	A	B	
	1896-24	25-39	49-74	74-94	1896-1994
PIB	2,4	0,2	5,2	2,1	2,2
Productivité horaire	2,6	1,5	5,2	2,6	2,7
Volume de travail	-0,3	-1,2	0,0	-0,5	-0,4
Durée du travail	-0,5	-0,8	-0,4	-0,7	-0,6
Emploi	0,3	-0,4	0,4	0,2	0,2

Taux de croissance annuels moyens en %. Sources : Villa, OCDE

<sup>4</sup> Mazier J., Baslé et Vidal J.-F., *Quand les crises durent...*, Economica, 1993.

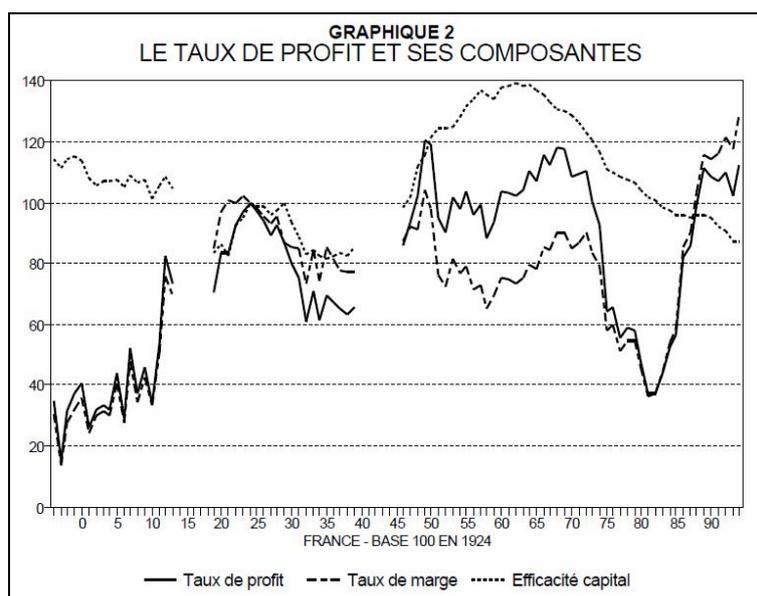
<sup>5</sup> Boyer R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique* n°7-8, avril-septembre 1979.

<sup>6</sup> L'expression est employée par Joan Robinson dans [The Accumulation of Capital](#), 1956. Elle est également utilisée par Angus Maddison dans *Phases of Capitalist Development*, Oxford University Press, New York, 1982.

Ce qui frappe immédiatement, c'est le caractère exceptionnel de la période 1949-1974, marquée par une progression impressionnante de la production et de la productivité qui croissent l'une et l'autre de 5 % par an pendant vingt-cinq ans, alors que le PIB n'avait par exemple augmenté que d'un peu plus de 50 % entre 1896 et 1939. La production est multipliée par plus de 3,5 durant ces années, dont a volontairement retiré la période de reconstruction de l'immédiat après-guerre. Il y a là, évidemment, un changement qualitatif qui bouleverse de fond en comble les dynamiques sociales : à ce rythme-là, il suffit en effet de quatorze ans pour doubler le niveau de vie moyen.

## La dynamique du profit

Cette succession de phases peut s'interpréter à partir de la dynamique du taux de profit. Cette variable centrale est à la fois une résultante, un déterminant et un indicateur synthétique. Son évolution découle du mode de partage de la valeur ajoutée et de l'efficacité du capital. Son niveau détermine le taux d'accumulation du capital et l'évolution de la productivité qui en découle, et cette dernière rétroagit sur les composantes du taux de profit. C'est enfin une variable synthétique qui mesure la capacité du capital à assurer à la fois la rentabilité et l'adéquation des débouchés à la production.



Sauf sur la dernière décennie, et c'est un constat sur lequel il faudra revenir, le taux de profit permet de retrouver le rythme économique séculaire du capital, et épouse de près les évolutions du taux de croissance de la production (graphique 2). Il augmente régulièrement durant la Belle Epoque pour ne se retourner vraiment qu'à partir de 1925. Puis il décroît régulièrement durant tout l'Entre-Deux-Guerres. La Seconde Guerre Mondiale permet un rétablissement significatif (à la différence de la Première qui n'avait pas de ce point de vue représenté une rupture) et le taux de profit se maintient ensuite à un niveau élevé durant tout l'Age d'Or. L'entrée en crise s'accompagne d'une chute brutale du taux de profit qui est compensée dans la seconde moitié de la phase néo-libérale, à partir du milieu des années quatre-vingt.

Les deux ondes longues font cependant apparaître d'importantes différences, si l'on examine séparément les composantes du taux de profit. La première est le taux de marge qui rapporte le profit à la valeur ajoutée et qui peut être considéré comme une approximation du taux de plus-value. Le second élément est l'efficacité du capital, autrement dit le rapport produit-capital en volume. Il renvoie indirectement à la notion de composition du capital mais pourrait être plutôt interprété un indicateur de rendement de l'accumulation. Une baisse de l'efficacité du capital signifie qu'il faut, pour obtenir un même gain de productivité, un accroissement toujours plus rapide du capital par tête. C'est ce qui se produit de manière permanente durant la première onde longue, à l'exception de l'immédiat après-guerre, et l'on peut donc parler de tendance à l'alourdissement de la composition organique. Mais celle-ci est largement compensée durant la Belle Epoque par une augmentation très marquée du taux d'exploitation, qui correspond elle-même à une progression du salaire réel largement inférieure à celle de la productivité. Au bout d'un certain temps, cette tendance finit par s'inverser, d'abord parce que le salaire réel se met à augmenter un peu plus et ensuite parce que la productivité se ralentit. Le retournement du taux de plus-value vient alors s'ajouter aux effets de la perte d'efficacité du capital, et finit par entraîner une forte dégradation du taux de profit qui s'accompagne d'un net recul de la production.

Ce schéma est compatible avec l'expression classique de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui n'implique d'ailleurs pas que ce dernier baisse constamment. Mais les raisons qui permettent d'élever constamment la rentabilité durant la phase expansive finissent par s'avérer contre-productives et par déboucher sur une phase dépressive longue dans laquelle l'économie française restait enlisée au début de la Seconde Guerre Mondiale.

La seconde onde longue présente à la fois des similitudes et des caractéristiques exceptionnelles. De manière très générale, le taux de profit suit le même cheminement : il se stabilise à un niveau élevé, et tend même à augmenter, durant l'Age d'Or. Puis survient la crise qui se traduit par un effondrement du taux de profit. Il faut signaler dans le cas français la particularité du cycle 1968-1973 qui, sous l'impulsion des hausses de salaires, se traduit par un regain de croissance accompagné d'une progression de la profitabilité, mais aussi avec un alourdissement très net de la composition du capital. Les décalages spécifiques associées à un tel profil ont pu masquer le rôle central du taux de profit dans le déclenchement de la crise.

Mais le taux de profit n'est pas une simple variable d'enregistrement des contradictions capitalistes : il contribue à son tour à déterminer la croissance. En premier lieu, il influe directement sur le taux d'accumulation, autrement dit sur la croissance du stock de capital : dans les deux ondes longues, le taux d'accumulation augmente dans la phase A, puis chute dans la phase B. C'est là qu'intervient l'une des relations fondamentales de l'économie capitaliste que l'on pourrait appeler fonction de production globale et qui associe à un taux d'accumulation donné un taux de croissance donné de la productivité. Cette relation est très nette tout au long du siècle et c'est l'une des variables qui « marque » le plus les différentes phases. La productivité du travail augmente plus rapidement dans les phases ascendantes que dans les phases descendantes (voir tableau 1).

L'écriture des conditions de maintien du niveau du taux de profit permet d'établir un lien entre profit, productivité et croissance. Sans entrer ici dans le détail des calculs arithmétiques, on peut montrer que cette condition peut s'exprimer sous forme d'une contrainte salariale ; celle-ci définit la croissance du salaire réel, au-delà de laquelle le taux de profit commence à baisser. Elle s'exprime en fonction de deux grandeurs-clés : d'une part, le produit par tête (la productivité du travail), d'autre part le produit par unité de capital (encore appelé productivité ou efficacité du capital). Ces deux grandeurs sont pondérées par des coefficients qui dépendent eux-mêmes de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Cette formule est intuitivement simple à comprendre ; elle énonce que le salaire réel peut augmenter sans dégrader le taux de profit dans la mesure où cet accroissement est compensé par une augmentation de ce que l'on appelle souvent la productivité globale des facteurs. Si l'efficacité du capital est constante, alors il suffit pour assurer le maintien du taux de profit que le salaire augmente au même rythme que la productivité : c'est le cas particulier de l'Age d'Or où la part des salaires reste constante. S'il y a dégradation de l'efficacité du capital, le salaire doit croître moins vite que la productivité du travail, afin de compenser cette perte d'efficacité du point de vue de la rentabilité.

Tableau 2  
Productivité et contrainte salariale

	ONDE LONGUE I		ONDE LONGUE II		
	A	B	A	B	LE SIECLE
	1896-24	25-39	49-74	74-94	1896-1994
Productivité					
du travail	2,1	0,6	4,8	1,9	2,1
du capital	0,4	-1,1	0,2	-1,4	-0,3
globale	1,5	0,1	3,3	0,8	1,2
Contrainte salariale	2,3	0,1	4,9	1,2	1,7
Salaire effectif	0,7	0,5	4,7	2,0	1,9
PIB	2,4	0,2	5,2	2,1	2,2

Taux de croissance annuels moyens en %. Sources : Villa, OCDE

Cette relation a été utilisée pour construire le tableau 2 ci-contre qui propose une grille de lecture des grandes phases du siècle. On constate que le ralentissement marqué de la productivité globale des facteurs qui caractérise les phases B provient à la fois d'un ralentissement de la productivité du travail et d'une dégradation de l'efficacité du capital. La contrainte salariale se durcit et le niveau du taux de profit tend à se dégrader lorsque l'on passe de la phase A à la phase B. De manière significative, le rythme de croissance tend à s'aligner sur la contrainte salariale ainsi définie.

Cette analyse conduit à plusieurs propositions importantes. Elle permet d'abord de comprendre comment - via la productivité et la contrainte de rentabilité - le taux de croissance est lié au niveau du taux de profit. Tout ralentissement de la productivité se traduit par un ralentissement de la production parce que le système postule que le taux de profit doit être maintenu : c'est ce qui permet de comprendre la montée du chômage de masse, qui est à proprement parler un chômage capitaliste.

Cette présentation établit un lien entre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et la théorie des ondes longues. L'exposé traditionnel de la loi en question repose sur des postulats implicites qui extrapolent un cas particulier. Mais les résultats empiriques présentés ici montrent qu'une version plus souple de la loi est bien adaptée aux rythmes économiques longs : la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas une tendance permanente à la baisse, c'est ce qui fait passer d'une phase A à une phase B de l'onde longue.

Les éléments qui permettent de mener cette analyse renvoient à un petit nombre de concepts fondamentaux (taux de profit, partage de la valeur ajoutée, efficacité du capital, productivité du travail, etc.) qui sont des invariants du mode de production capitaliste. Les modalités de la crise sont évidemment différentes mais renvoient fondamentalement à la nature contradictoire du capitalisme. Pour fonctionner correctement, ce dernier doit à la fois produire avec profit et vendre les marchandises ainsi produites. Ces deux conditions sont contradictoires et ne peuvent être durablement rendues compatibles parce que le capitalisme ne dispose pas d'instruments de maîtrise de l'économie permettant de réguler durablement ces contradictions. Ce sont donc bien les rapports sociaux fondamentaux qui sont en cause : chaque Grande Crise combine un problème de débouchés et un problème de valorisation du capital. S'il y a quelque chose qu'apporte la théorie marxiste, c'est bien la compréhension de cette nature double de la crise, qui est au fond assez simple à saisir. Chaque capitaliste cherche à réduire les salaires autant qu'il peut (sans se soucier des débouchés globaux) et cherche à augmenter au maximum sa productivité face à la concurrence. Le caractère privé et conflictuel de ces choix économiques ne connaît aucun principe durable qui en assure la compatibilité. Au bout du compte, les divers procédés inventés pour faire tenir ensemble ces multiples décisions cessent de remplir leur fonction : le surinvestissement et la quête des débouchés viennent peser sur les conditions de rentabilité.

## **Les ondes longues**

Ce survol rapide s'inscrit dans la théorie des ondes longues telle que l'ont formulée Ernest Mandel ou encore, avec des variantes, Pierre Dockès et Bernard Rosier<sup>7</sup>. Avant d'enrichir cette présentation volontairement schématique, il convient d'apporter un certain nombre de considérations de méthode. La première devrait aller de soi : le fait de constater l'alternance de phases dans l'histoire du capitalisme relève de l'analyse empirique, mais ne suggère pas en soi une lecture que l'on pourrait qualifier de théorique. Ce repérage ne doit en aucun cas déboucher sur une vision fétichisée de l'économie capitaliste qui connaîtrait en somme sa propre « respiration ». Une telle approche conduit à une position-limite parfaitement absurde mais implicite dans bien des présentations superficielles, selon laquelle vaches maigres et vaches grasses alterneraient tous les 25 ans. Nous serions donc tout près d'un retournement vers une nouvelle phase d'expansion, pour de simples raisons de calendrier.

---

<sup>7</sup> Dockès P. et Rosier B., *Rythmes économiques. Crises et changement social : une perspective historique*, La Découverte/Maspero 1983. On peut aussi se reporter à leur ouvrage plus récent, *L'histoire ambiguë*, PUF, 1988, notamment au chapitre 5.

Pour éviter de tels dérapages, il est nécessaire de produire des schémas d'interprétation permettant de rendre compte de cette succession de phases, et éventuellement de se risquer à faire des pronostics. L'explication la plus naturelle, déjà présente chez Kondratieff<sup>8</sup>, consiste à rapprocher cette périodicité d'un quart de siècle de la durée de vie des grands équipements. Cette lecture pose la question de la « cyclicité » qui consiste à se demander si l'on peut transposer aux cycles longs les outils de l'analyse des cycles courts. Ce débat avait été déjà soulevé dans une critique fameuse que Trotsky adressait en 1923 à la tentative de Kondratieff « d'étudier les époques classées par lui comme cycles majeurs avec la même cadence invariable que nous observons dans les cycles mineurs : c'est une fausse généralisation évidente à partir d'une analogie formelle »<sup>9</sup>. Ce point de vue devrait aller de soi : le cycle court, dit aussi cycle Juglar, correspond à un comportement de l'accumulation du capital largement admis aujourd'hui et bien formalisé par le modèle combinant accélérateur et multiplicateur. Pour résumer simplement, le comportement d'investissement anticipe les perspectives de profit et réagit plus que proportionnellement aux variations de la demande. On peut donc dire que ce cycle est le produit des mécanismes internes du système économique, qu'il constitue donc un phénomène endogène et auto-régulé, en ce sens les inflexions à la hausse ou à la baisse du cycle ne dépendent pas d'événements extérieurs favorables ou opposés, mais encore une fois du fonctionnement normal de l'économie ; c'est pour cette raison également la durée du cycle est grosso modo équivalente à la durée de vie moyenne des équipements. Afin de bien souligner cette différence avec le cycle mineur, on convient de parler d'ondes longues plutôt que de cycles longs.

Le second type d'explication fait jouer un rôle spécifique aux innovations technologiques dans la tradition s'inspirant des travaux de Schumpeter. Il existe sur ce point une abondante littérature qui pose la question de savoir si le rythme d'émergence des innovations peut rendre compte de la succession des ondes longues. Pour certains, il y aurait des « grappes d'innovation » qui permettraient après un éventuel délai d'assurer une croissance économique soutenue. Chaque onde longue serait ainsi associée à une innovation ou à la mise en place d'un « paradigme technologique » majeur. Le terme même d'innovation souligne le fait que le système économique se transforme et qu'il ne s'agit pas seulement du jeu de mécanismes invariants. Mais cette explication ne fait que déplacer le problème en posant l'existence d'un cycle technologique long qui viendrait imprimer sa marque sur l'économie capitaliste et notamment sa propre temporalité. Cette extériorité est évidemment peu satisfaisante : ni la densité de l'innovation, ni l'effort de recherche, ni l'application des innovations à la production et à la consommation ne peuvent être traités de manière séparée de la dynamique générale de l'accumulation. On retrouve à la limite la pauvreté des analyses néo-classiques de la croissance qui expliquent celle-ci par référence à un progrès technique « autonome » ou à un « facteur résiduel » qui ne mesurent rien d'autre, si l'on veut bien y réfléchir, que l'ignorance des économistes.

Ce débat est évidemment fondamental, et on le retrouve posé en des termes un peu différents lorsque, à l'instar de Mandel, on introduit une distinction entre le retournement à la baisse (passage de la phase A à la phase B) et l'amorçage d'une

---

<sup>8</sup> Kondratieff N.D., *Les grands cycles de la conjoncture*, Economica, 1992.

<sup>9</sup> Trotsky L., « [La courbe du développement capitaliste](#) », *Critiques de l'économie politique* n°20, avril-juin 1975.

nouvelle phase d'expansion : « L'émergence d'une nouvelle onde longue expansive ne peut pas être considérée comme le résultat endogène (autrement dit plus ou moins spontané, mécanique, autonome) de l'onde longue récessive qui précède, quelle qu'en soit la durée ou la gravité. Ce ne sont pas les lois du mouvement du capitalisme mais les effets de la lutte des classes de toute une période historique qui décident du point de retournement. Ce que nous supposons ici c'est l'existence d'une dialectique entre les facteurs objectifs et subjectifs du développement historique, où les facteurs subjectifs sont caractérisés par une autonomie relative, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas directement et unilatéralement prédéterminés par ce qui s'est produit auparavant du point de vue des tendances de fond dans l'accumulation de capital et les mutations technologiques, ou par l'impact de ces évolutions sur l'organisation du travail elle-même »<sup>10</sup>.

Cette analyse nous semble fondamentale et susceptible de constituer le cadre d'une synthèse entre le marxisme et un certain nombre d'analyses que l'on peut qualifier de régulationnistes, comme celles de Dockès et Rosier. Le reproche que ces deux auteurs adressent à la position de Mandel, assimilée à l'idée selon laquelle la lutte des classes serait « exogène » nous semble reposer sur un quiproquo, d'autant plus que leur propre récit de la succession de ce qu'ils appellent « ordres productifs » fait une large place à des bouleversements qui ne font pas partie du fonctionnement stabilisé d'une « forme/étape » du capitalisme.

Cette conception dissymétrique nous semble au contraire tout-à-fait fondamentale. On a essayé de montrer plus haut que le retournement à la baisse renvoie en dernière instance aux rapports sociaux capitalistes, et on s'efforcera ensuite de montrer comment ces déterminations générales s'exercent dans un contexte différent. Mais justement : le cadre d'ensemble dans lequel se développe le jeu des contradictions capitalistes n'est pas le produit d'une génération spontanée, et ne saurait se ramener à l'irruption périodique d'innovations technologiques. On peut parler de mode de régulation, d'ordre productif, mais l'essentiel consiste à souligner qu'il ne s'agit justement pas d'un cadre macro-économique, pour reprendre l'expression à la mode à l'OCDE, mais d'un ensemble de dispositifs, d'institutions, de normes, etc. qui sont le produit de la lutte des classes, considérée au sens le plus large. La mise en place d'une nouvelle expansion n'est donc jamais garantie, elle fait partie du temps spécifiquement historique, et peut à chaque fois emprunter des voies différentes.

Ainsi, la fin de la grande dépression d'il y a cent ans résulte à la fois de la remontée d'un mouvement ouvrier doté de projets programmatiques clairs et de partis politiques offensifs, de l'expansion de l'impérialisme, de la diffusion d'innovations techniques comme le moteur à explosion et l'énergie électrique<sup>11</sup>. La sortie de la Grande crise des années trente a pris des formes barbares - le fascisme et la guerre - mais le capitalisme d'après-guerre est également l'héritier du New Deal, ou encore de l'idéologie de la Résistance dans le cas français. C'est aussi le produit du rapport de forces sociales établi après la Guerre et de ce point de vue le produit indirect de la menace de l'Union Soviétique et des pays dits socialistes.

---

<sup>10</sup> Mandel E., ouvrage cité.

<sup>11</sup> Sur ce thème, le chapitre 4 du livre de Dockès et Rosier de 1983 propose une remarquable synthèse.

Réduire cette configuration d'après-guerre à la diffusion dans l'industrie de la chaîne taylorienne serait évidemment un aplatissement inacceptable. La question qui est posée ici est bien celle de l'historicité du capitalisme et du positionnement convenable par rapport à deux thèses polaires également tronquées. D'un côté, on peut imaginer un ultra-structuralisme insistant sur la permanence des rapports capitalistes et sur leur invariance à travers les modifications de la superstructure. A vrai dire, plus personne ne revendique réellement une telle posture théorique qui constituerait une assez piètre réplique à l'attitude inverse et à vrai dire dominante insistant sur les transformations radicales d'un système économique que, du coup, il serait erroné de baptiser capitaliste. Et à l'articulation de ces deux thèses-repoussoirs, on trouve finalement cette vraie question : le capitalisme a-t-il un stock inépuisable de « trouvailles » (pour reprendre une expression d'Alain Lipietz) garantissant qu'il saura bien rebondir et « inventer » de nouvelles formes assurant son dynamisme ?

C'est le débat de l'exogène ou de l'endogène, et c'est un très vieux débat, entre catastrophisme (le capitalisme va s'effondrer inéluctablement) et harmonicisme (le capitalisme est toujours capable de reconstituer les conditions d'un fonctionnement relativement harmonieux). Laissons ces questions provisoirement de côté pour retourner à l'examen du matériel empirique, autour de ces deux questions : qu'en est-il de la permanence des déterminations purement capitalistes de la dynamique économique ? Et qu'est-ce qui fait passer d'une phase à l'autre ? La comparaison, cette fois plus minutieuse, des deux ondes longues nous semble conduire à des propositions plus précises sur cette double problématique.

### **L'Age d'Or : une parenthèse**

L'une des différences les plus éclairantes entre les deux ondes longues concerne le partage de la valeur ajoutée. La part des salaires dans la valeur ajoutée est un bon indicateur de ce que les marxistes appellent taux d'exploitation. Elle augmente - et le taux d'exploitation baisse - chaque fois que le salaire croît plus vite que la productivité du travail. La caractéristique centrale de la première onde longue est une augmentation à peu près continue du taux d'exploitation : le salaire réel augmente très lentement, alors que la productivité du travail progresse assez régulièrement.

On se trouve donc ici dans un cas de figure classique du point de vue de l'analyse marxiste que l'on peut modéliser de la manière suivante. On a une croissance qui s'enroule autour d'un rythme modéré, de l'ordre de 2 %, mais avec un cycle court et très marqué qui provoque des récessions tous les quatre ou cinq ans : -3,4 % en 1901, -0,8 % en 1906 et -3,2 % en 1910. Le salaire réel progresse faiblement de 0,25 % par an en moyenne entre 1896 et 1913. Sur cette même période la productivité augmente de 1,8 % : elle épouse de très près l'évolution de la production. Dans ces conditions, la part des salaires baisse régulièrement, tandis que le taux de profit s'élève de manière continue, même s'il fluctue en raison des mini-cycles. Le taux d'accumulation est soutenu, le capital par tête augmente, mais l'efficacité du capital, autrement dit le rapport produit/capital reste à peu près constant.

Lorsque survient la Première Guerre Mondiale, les indicateurs du capitalisme français sont donc plutôt bons et l'articulation entre l'économie et la guerre se distingue complètement des années trente de ce point de vue. Mais le lien existe néanmoins dans la mesure où le mode de croissance du début du siècle résout mal le problème des débouchés, que la croissance des salaires ne peut assurer. La lutte entre grandes puissances pour la conquête de tels débouchés plonge donc ses racines dans un certain type de fonctionnement du capitalisme.

C'est un peu plus tard, après le bouleversement de la guerre que les limites intrinsèques de ce modèle vont être atteintes. En France, ce sera en 1925 que s'effectuera le retournement qui se traduit par le passage à la baisse du taux de profit. Ses modalités peuvent être qualifiées de « classiques » : chute prononcée de la croissance qui se traduit par un ralentissement prononcé de la productivité. La mécanique récessionniste se met en marche : la croissance du salaire réel fait baisser le taux de marge, l'accumulation se tasse, l'efficacité du capital cesse de croître puis commence à reculer, et le taux de profit entame une baisse continue. On peut être d'accord avec les auteurs de *La Crise du XXème siècle* pour souligner que cette crise est analogue aux crises du XIXème siècle : la détermination principale est ici la contradiction qui résulte du blocage de la demande salariale et de l'épuisement des sources alternatives de débouchés. Ces difficultés enclenchent ensuite sur l'autre dimension de la crise, celle de la rentabilité. Encore une fois, c'est une crise classique dans ses déterminations, et très conforme aux analyses de l'auteur de *Capital*. C'est par rapport à ce modèle qu'il faut apprécier le caractère exceptionnel de l'Age d'Or et de sa crise.

Les différences existant entre les deux ondes longues ont été longuement analysées par les régulationnistes qui ont forgé le terme générique de fordisme pour désigner la régulation spécifique du capitalisme d'après-guerre. La différence centrale réside probablement dans le mode d'obtention et de répartition des gains de productivité : ceux-ci sont d'abord bien supérieurs au cours de l'Age d'Or, et permettent de faire croître les débouchés à une vitesse semblable. La salarisation croissante et la part croissante de biens manufacturés dans la demande salariale établissent un cercle vertueux qui assure le maintien du taux de profit.

Les modalités permettant le maintien, voire l'augmentation du taux de profit tout au long de l'Age d'Or diffèrent sur deux points décisifs de la Belle Epoque. D'une part le taux de plus-value est constant à moyen terme : les gains de productivité, qui sont par ailleurs beaucoup plus élevés, sont affectés dans leur intégralité à la progression du pouvoir d'achat des salariés, de sorte que la part des salaires reste constante. L'autre différence se trouve dans l'évolution de l'efficacité du capital qui tend à augmenter jusqu'à la fin des années soixante et donc contribue à une évolution favorable du taux de profit.

Les régulationnistes insistent à juste titre sur les formes institutionnelles qui ont permis l'obtention de ces performances : intervention de l'Etat, inflation, codification du rapport salarial, etc. La période est également exceptionnelle si l'on considère que le plein emploi est quasiment garanti en même temps que le taux de profit.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques éléments du décor de l'époque. A la fin des années soixante, on parle de capitalisme régulé, organisé, de convergence des systèmes sociaux. Le fait que les fluctuations soient maîtrisées, la croissance assurée et le plein emploi garanti sont présentés comme autant d'acquis d'un capitalisme débarrassé de ses tares de jeunesse. La théorie keynésienne devient dominante, les marxistes qui s'obstinent à parler de contradictions capitalistes sont considérés comme de purs idéologues, les pronostics de l'école stagnationniste anglo-saxonne (Schumpeter, Steindl, etc.) semblent définitivement battus en brèche. Il ne s'agit pas seulement de discours de propagande, mais de réalités concrètes qui marquent la perception même par les salariés de leur insertion sociale : tout jeune qui arrive sur le marché du travail est à peu près sûr qu'il trouvera un emploi et que son pouvoir d'achat augmentera de manière à peu près automatique. Les inégalités n'ont pas disparu, mais il s'agit d'une société en mouvement où chacun a le sentiment de progresser en même temps que les autres, ce qui n'est pas une pure illusion.

C'est ce modèle qui va progressivement se déliter à partir du milieu des années soixante-dix et perdre peu à peu le secret de ses performances. A ce niveau très général d'analyse, le retournement du taux de profit s'explique par une baisse du taux de plus-value associé à une perte d'efficacité du capital. Là encore, on peut dire que la tendance à la baisse du taux de profit finit par l'emporter. Mais il est évident que ces lois fondamentales jouent dans un contexte spécifique et viennent peser sur les constituants mêmes de l'ordre productif qui entre alors en crise.

Dans une conférence prononcée le 30 décembre 1949, Schumpeter avait résumé, avec une sorte de fatalisme, les points d'accord entre les économistes de l'époque, qui donnaient « leur approbation : 1° aux différentes politiques de stabilisation économique visant à prévenir les récessions ou, à tout le moins, les dépressions - en d'autres termes, à une forte dose d'interventions publiques appliquées aux conjonctures, voire même à l'application de principe du "plein emploi" ; 2° à la désirabilité d'une plus grande égalité des revenus (...); 3° à un riche assortiment de mesures de réglementation des prix, fréquemment rationalisées en les assaisonnant de slogans braqués contre les "trusts" ; 4° à un contrôle public (...) sur les marchés de la main-d'oeuvre et de la monnaie ; 5° à une extension indéfinie de la catégorie des besoins qui devraient être, dans le présent ou dans l'avenir, satisfaits par l'initiative publique, soit gratuitement, soit selon le principe appliqué à la rémunération des services postaux ; enfin, bien entendu, 6° à tous les types de sécurité sociale. »<sup>12</sup>.

Les six caractéristiques énoncées par Schumpeter présentent un double intérêt. Elles ont d'abord été formulées tout au début de l'Age d'Or, ce qui montre que la cohérence et la légitimité socio-politique de ce mode de régulation étaient déjà perceptibles. Mais leur actualité vient aussi du fait qu'il s'agit grosso modo de la liste des principales cibles des politiques néo-libérales. C'est ce retournement qui est le plus frappant : tout ce qui était présenté à l'époque comme autant de moyens de réguler le capitalisme et de lui assurer une efficacité maximale, s'est retourné en son contraire et est aujourd'hui dénoncé comme autant d'obstacles au bon fonctionnement de l'économie.

---

<sup>12</sup> Schumpeter J., [Capitalisme, socialisme et démocratie](#), Payot, 1969.

Cette inversion des valeurs permet rétrospectivement d'esquisser les éléments d'une synthèse articulée qui évoque le structuralisme génétique d'un Piaget. Il y a d'abord un système économique essentiellement contradictoire, avec ses mécanismes de base, qui jouent de manière relativement invariante dans et sur des structures socio-économiques mises en place et renouvelées de manière périodique. Chaque onde longue commence par la mise en place d'un ensemble de dispositifs concrets permettant de dénouer et de maîtriser pendant un temps les contradictions fondamentales du système. Ces dispositifs ne sont pas purement économiques, encore moins technologiques, ils sont le produit de rapports de classe spécifiques et requièrent un certain niveau de cohérence interne : la phase B précédente est une période d'incubation, de mise en place progressive ou au contraire de restructurations violentes, d'où émerge un ordre productif relativement stabilisé. Ce dernier va permettre de réguler les contradictions fondamentales mais cette « mégamachine sociale », pour reprendre une autre expression de Dockès et Rosier, va à son tour être soumise à l'érosion régulière issue de ces contradictions. Au bout d'un certain temps, surgit la Grande Crise qui est aussi l'entrée en crise des modalités concrètes de la régulation sous les coups de boutoir des contradictions fondamentales. Cette présentation légitime la dissymétrie des ondes longues et la distinction entre endogénéité (le jeu des lois fondamentales) du retournement à la baisse et exogénéité (nécessité d'innovations au sens très large) de la mise en place de la phase expansive.

## Leçons d'un siècle

L'histoire a-t-elle un sens ? Cette grave question peut être transposée ici de la manière suivante : le capitalisme dispose-t-il d'une réserve inépuisable d'inventions ? Le passage à l'expansion est-il garanti d'avance ? S'améliore-t-il d'une onde longue à l'autre ou bien peut-on imaginer des involutions ? Commençons par ce dernier point : il est évident que le capitalisme des années soixante a réalisé des performances économiques et sociales exceptionnelles et qu'il représentait par rapport aux phases précédentes un mode de fonctionnement supérieur dans tous les domaines. Beaucoup ont considéré qu'il s'agissait là d'acquis irréversibles, que le capitalisme d'aujourd'hui n'avait plus grand-chose à voir avec son mode de fonctionnement antérieur, et c'est d'ailleurs sur cette base-là que les régulationnistes rejettent sur le fond la théorie des ondes longues. Ainsi Robert Boyer écrit-il : « On peut douter que les années 1950-1973 s'inscrivent dans la stricte continuité des Kondratieff antérieurs. D'un point de vue quantitatif comme en termes d'analyses socio-institutionnelles, les différences l'emportent sur les similitudes : le rythme et la stabilité exceptionnels de la croissance au cours de cette période méritent explication<sup>13</sup>. »

Pourtant, ce qui se passe depuis quinze ans montre que ce point de vue est peu à peu contredit par les faits : sur bien des points, le fonctionnement concret du capitalisme a fait machine arrière et a progressivement défait ce qui avait été mis en place dans l'immédiat après-guerre. L'Age d'Or apparaît comme une parenthèse aujourd'hui refermée et non pas comme une étape irréversible. Bien au contraire, la

---

<sup>13</sup> Boyer R., « Réflexions sur la crise actuelle (II) », *Revue française d'économie*, vol. II, 3, 1987.

critique des utopies post-fordistes décrivant un mode de régulation qui pourrait s'instaurer dans des délais relativement brefs conduit même à une hypothèse inverse : et si le capitalisme avait tout simplement épuisé son stock de modèles ? C'est un débat que l'on ne peut qu'évoquer ici mais qui ouvre un champ nouveau de réflexions ; si l'on raisonne de manière abstraite sur les conditions de viabilité du système capitaliste, on constate que les deux ondes longues du XXème siècle correspondent à deux schémas polaires, mais qu'il n'est pas facile d'en imaginer un troisième : le retour progressif au schéma néo-libéral montre en tout cas que les forces de rappel pesant sur le capitalisme ne suffisent pas à faire émerger un nouveau modèle, au-delà de discours tronqués mettant en avant tel ou tel élément partiel qui ne suffit pas à faire système.

Cette réflexion conduit à se demander si l'évolution logique et le dépassement positif du capitalisme organisé n'aurait pas dû être une socialisation graduelle de l'économie. Quelque temps après l'éclatement de la crise, Valéry Giscard d'Estaing expliquait qu'au-delà de 40 % de prélèvements obligatoires, c'était le socialisme. Et un peu plus tard, lors du tournant vers la rigueur, François Mitterrand semblait lui répondre en décidant qu'il fallait empêcher le taux de prélèvements obligatoires d'augmenter. Du point de vue historique, il y avait finalement dans la proposition de Giscard une grande part de vérité. La mise en place de l'Etat-providence, l'existence d'un secteur public important, le développement de la protection sociale, ainsi que la reconnaissance d'un certain nombre de valeurs légitimes (droit à l'emploi, socialisation d'une part croissante du revenu et du niveau de vie), tout cela conduisait à une socialisation progressive de l'économie dont le Programme Commun de la Gauche était au fond l'expression politique.

Le thème de la convergence entre les systèmes économiques et sociaux était à l'époque (tout cela est bien loin !) un thème majeur porté par un certain optimisme réformiste. Cet hommage du vice à la vertu (ou réciproquement) se retrouvait principalement dans le tiers monde, enjeu de l'expansion des deux grands blocs. Et ce n'est pas un des moindres paradoxes des politiques menées qu'elles ont pu aller jusqu'à prendre préventivement des mesures radicales. La Corée du Sud qui représente de ce point de vue un laboratoire exceptionnel a non seulement bénéficié d'un afflux de capitaux, mais les autorités américaines y ont imposé une profonde réforme agraire. De manière générale, on a toléré des orientations mixtes qui n'avaient pas grand-chose à voir avec l'ouverture à tout vent aux capitaux étrangers et la priorité absolue donnée aux exportations, qui définissent aujourd'hui l'orientation essentielle imposée aux pays du Tiers monde par les institutions de ce qu'il faut bien appeler un néo-impérialisme.

Une forme de socialisation progressive de l'économie était donc, dans l'abstrait, une issue possible à l'entrée en crise des années soixante-dix. Elle s'inscrivait dans la logique d'ensemble de cette phase historique structurée autour d'un degré croissant d'organisation du capitalisme.

A ce destin ont manqué les instruments politiques porteurs d'un réformisme radical, qui auraient rendu réaliste la mise en oeuvre du Programme Commun en le faisant porter par les salariés au lieu de s'en remettre à la sagesse étatique, et en créant les conditions sociales de son application effective. Il y a peut-être là une occasion manquée qui a conduit au lent basculement vers les solutions de rechange néo-

libérales : celles-ci ne représentaient pas un recours facile, leur mise en place implique un travail systématique de déconstruction des formes institutionnelles du fordisme et sans doute, au préalable, de déconsidération idéologique des valeurs fondamentales de l'Etat-providence.

## **La phase actuelle**

La théorie des ondes longues doit être comprise comme un anti-déterminisme. Si les conditions d'émergence d'une nouvelle phase d'expansion sont exogènes à la machine sociale du capitalisme, alors rien ne garantit qu'elle seront à nouveau réunies et que seront « inventées » de nouvelles formes institutionnelles, que de nouvelles « trouvailles » auront lieu. Le capitalisme n'est pas programmé pour repartir vers l'expansion tous les vingt ou vingt-cinq ans, dans la mesure où ce processus social fonctionne dans un contexte social et historique spécifié. Le fait que le nazisme et la guerre aient marqué la fin de la précédente onde longue récessive ne doit en aucun cas conduire à la thèse absurde selon laquelle c'est la seule voie possible. Le retournement de 1895 qui a marqué la fin de la Grande dépression a été à de nombreux égards beaucoup moins coûteux socialement. Enfin, les rythmes peuvent également changer : entre la grande crise de 1929 et la chute du nazisme, il n'y a que seize ans, autrement dit moins de temps que celui qui s'est écoulé depuis l'entrée en crise au milieu des années soixante-dix.

Cette mise en perspective ne doit surtout pas aboutir à une vision répétitive de l'histoire du capitalisme. Elle devrait plutôt inviter à bien saisir les traits spécifiques de la période que nous vivons. Elle est marquée par une crise des éléments constitutifs de l'Age d'Or, vieux déjà d'une génération. Les mutations et les restructurations ne convergent pas vers un nouveau modèle expansif, mais au contraire organisent le retour progressif à une régulation pré-fordiste, où le salaire réel est bloqué, tandis que les gains de productivité sont affectés quasi-intégralement au profit distribué sous forme de revenus financiers.

Mais cette offensive néo-libérale se déploie de manière extrêmement étirée dans le temps, elle ne passe pas par une offensive frontale, une guerre de classes éclair. C'est qu'elle trouve en face d'elle un ensemble d'acquis sociaux, eux-mêmes fruits de décennies de lutte, et qui avaient été institutionnalisés durant l'Age d'Or comme autant d'éléments désormais constitutifs de l'efficacité capitaliste. En particulier, la référence au plein emploi qui avait fondé la légitimité du capitalisme d'après-guerre ne pouvait du jour au lendemain être remplacée par un retour aux formes les plus brutales de régulation du marché du travail. Les taux de chômage sont aujourd'hui extrêmement élevés, mais il a fallu vingt ans pour en arriver là, et leur effet sur la baisse des salaires s'émousse au fil du temps. Le capitalisme tel que l'ont trouvé les néo-libéraux est donc extrêmement inerte, et c'est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent que la crise prend aujourd'hui la forme dans de nombreux pays d'une crise des dépenses publiques.

La montée des déficits enregistre cette incapacité des politiques néo-libérales à s'appliquer pleinement. Ces politiques ont enregistré des succès sur deux points : du côté des ressources, la contre-réforme fiscale a consisté à exonérer progressivement les revenus du capital ; la politique budgétaire a par ailleurs été vidée

progressivement de ses éléments contra-cycliques, de telle sorte que la récente récession a fait franchir un palier considérable à la dette publique. Mais l'autre volet néo-libéral, à savoir l'amaigrissement des budgets sociaux, n'a pas pu avancer à la même vitesse, et l'écart entre les deux explique le déficit public, et manifeste en même temps la sourde résistance sociale et la défense, qui peut être tour à tour passive ou active, de ce que les travailleurs pensent être un droit inaliénable. Les variations sur le thème du salaire minimum en France sont un bon exemple de cette difficulté. Il va de soi que la suppression du salaire minimum est l'un des points-clé de toute politique néo-libérale qui se respecte. Mais la résistance qui s'est manifestée y compris de manière violente lors de la tentative d'instaurer un SMIC-jeunes, a conduit, après de nombreuses discussions dans les instances politiques et les lieux de réflexion des classes dirigeantes, à changer de tactique. Le SMIC est rétabli et on se paie même le luxe de rattraper les pertes de pouvoir d'achat qu'il avait enregistrées. Mais c'est pour utiliser d'autres voies plus détournées d'attaque contre le salaire, autrement dit en s'en prenant au salaire indirect. Mais là aussi, l'attachement à la protection sociale conserve un potentiel de mobilisation importante. C'est dans cette résistance sociale que réside la principale explication de l'étirement en longueur de la phase récessive.

## **La crise du travail**

Le second trait important de la période est que le capitalisme n'a pas de légitimité de rechange à offrir et qu'il est incapable structurellement de traiter la question du chômage. Il faut profiter des données historiques produites ici pour tordre le cou à l'idée simple et largement répandue comme une évidence, selon laquelle le chômage de masse est provoqué par les mutations technologiques. Il existe peu de formulations théoriques aussi faciles à réfuter que celle-ci. Si on prend à la lettre le discours dominant sur les mutations technologiques et les nouvelles formes d'organisation du travail, on devrait en effet constater la coïncidence entre accélération de la productivité et montée du chômage : celui-ci serait le sous-produit d'un formidable bond en avant de la productivité sociale, si brutal que la création d'emplois resterait durablement à la traîne. Or, c'est exactement l'inverse que l'on constate à partir des données du tableau 1 ci-dessus : les phases de montée du chômage, que ce soit la période 1925-1939 où encore celle que nous vivons depuis vingt ans ne sont pas caractérisées par une accélération de la productivité. Il s'agit là d'un résultat très fort, qui ne fait aucun doute malgré l'imprécision de ce type de données globales. La productivité horaire du travail a augmenté en France de 2,1 % depuis l'entrée en crise ; durant les années d'expansion et de plein emploi, cette progression était de 5,1 %. Cette liaison inverse est vérifiée sur l'ensemble du cycle : dans les phases A la productivité du travail augmente plus vite, mais le volume de travail (c'est-à-dire le nombre total d'heures travaillées) baisse moins vite, et le nombre d'emplois créés augmente plus rapidement.

En fait le rythme de progression actuel est un rythme moyen à l'échelle du siècle : certes supérieur à ce qu'il était durant la première onde longue, mais encore une fois bien inférieur à la croissance d'après-guerre. Il y a là un énorme problème par rapport aux discours convenus, à tel point qu'on l'a baptisé « paradoxe de Solow » depuis un article du prix Nobel d'économie où celui-ci s'exclamait que l'on voyait

partout les effets de l'informatisation, sauf dans les statistiques de productivité<sup>14</sup>. Et il y a surtout un indice de crise très profonde, pas seulement économique, qui provient du fait que l'efficacité capitaliste est incompatible avec l'obtention du plein emploi alors que celle-ci demeure une aspiration majeure et légitime des sociétés contemporaines.

Une autre manière de prendre la mesure de l'ampleur de la crise consiste à souligner le caractère exceptionnel de la configuration récente du profit et de la croissance : le premier s'est rétabli à un niveau équivalent à celui de l'Age d'Or, tandis que la croissance se situe bien en-dessous de ce qu'elle avait pu atteindre durant cette phase d'essor exceptionnel. Le capitalisme est rentré dans ses marques et ses résultats en termes de croissance, de productivité et d'emploi durant les vingt dernières années sont extraordinairement voisines de la moyenne du siècle : il suffit de comparer les deux dernières colonnes du tableau 1.

Crise du système économique, offensive néo-libérale systématique mais avançant à un rythme relativement lent, perte de légitimité et retour à l'état sauvage du capitalisme : les dernières années du siècle pourraient être celles de l'émergence d'une alternative sociale renouvelée visant à dépasser un système de plus en plus étriqué par rapport aux besoins de l'humanité, ou au moins à se prémunir des effets désastreux de ses dérives. C'est peut-être une autre morale, provisoire, de l'histoire de ce siècle : rien ne vaut la menace d'une révolution pour obtenir des réformes positives. Depuis qu'il est de ce point de vue laissé en quelque sorte à lui-même, le capitalisme a en pratique fait le choix d'entrer dans le troisième millénaire à reculons.

---

<sup>14</sup> Solow R., « [We'd Better Watch Out](#) », *New York Times Book Review*, July 12, 1987.